COMMUNE DE PRUNAY-CASSEREAU

Séance jeudi 10 juillet 2025

PROCÈS-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq, le 10 juillet, à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de PRUNAY-CASSEREAU, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de conseil de Prunay-Cassereau, sous la présidence de Monsieur Christian HABOLD.

Date de convocation : 03/07/2025

Date d'affichage : 03/07/2025

Présents : M. DOUBLET Benoît, M. HABOLD Christian, Me HAMARD Sylvie, Me RAIMBAULT Joëlle

Absent non excusé : M. RICHARD Louis,

Absente excusée : M. MOTHERON PHILIPPE (pouvoir à M. HABOLD Christian), Me VERON Stéphanie (pouvoir à Me RAIMBAULT Joëlle), M. FRAIGNE Teddy, M. PUJOL Jean-Gabriel, M. SUY Loïc (pouvoir à Me HAMARD Sylvie), M. BARDET Eric

Nombre d'élus : En service 11, présents 4, Votants : 7

Secrétaire de séance : Me RAIMBAULT Joëlle

Monsieur le premier adjoint ouvre la séance à 19h20

Le premier adjoint ouvre la séance à 19 h 20 et procède à l'appel des membres du conseil municipal. Le premier adjoint constate que les conditions de quorum sont remplies. Il donne lecture des points inscrits à l'ordre du jour. Monsieur le premier adjoint interroge les membres présents afin de savoir si le compte rendu du Conseil Municipal du 10 avril 2025 appelle des observations de la part de l'assemblée.

Aucune remarque n'est formulée, le compte rendu est adopté à l'unanimité.

1

Ordre du jour

FINANCES LOCALES :

- Subvention FACIL : tracteur (annule et remplace n°2024-37)
- Boîte à pains - renouvellement

DONS ET LEGS :

- Dons assurance vie de M. BOOTH Peter.

FONCTION PUBLIQUE :

- Personnel : convention d'adhésion à la Médiation Préalable Obligatoire (MPO)

Questions diverses

11-2025

FINANCES LOCALES : DÉCISION BUDGÉTAIRE : SUBVENTION / TRACTEUR JOHN DEERE : FONDS D'AIDE COMMUNAUTAIRE AUX INVESTISSEMENTS LOCAUX 2025

*Vu la délibération n° 37/2024 du 26/11/2024 portant sur la demande de subvention pour la maison des associations sur l'année 2025
Considérant que le projet a été reporté en 2026,*

Le premier adjoint propose de solliciter la subvention Fonds d'Aide Communautaire aux Investissements Locaux (FACIL) auprès de la Communauté d'Agglomération de Territoires Vendômois concernant l'achat du tracteur John DEERE. (120.000 € TTC + reprise 16.800 € TTC soit 103.800 € TTC) d'autoriser le Maire à signer tous les documents ou actes nécessaires à la mise en œuvre du projet et de signer la convention avec la CATV

La délibération est adoptée à l'unanimité.

12-2025

FINANCES LOCALES : DÉCISIONS BUDGÉTAIRES / LOCATION BOITE A PAINS

Le contrat de location pour le distributeur de baguettes avec viennoiseries avec la société ICI Baguettes (fabricant Angevin de distributeurs automatiques de baguettes depuis 2019) a été conclu pour 12 mois, et reconduit tacitement à défaut de résiliation au minimum 3 mois avant le terme du contrat (29/04/2024).

Le montant du loyer est de 430 € H.T par mois.

La boulangerie qui alimente le distributeur reste la boulangerie de Houssay avec Monsieur Eric GENEVIER.

La boulangerie de Houssay ne désirant pas reprendre la location comme évoquée sur la délibération n° 17/2024 du 25/04/2024, la commune désire conserver ce service à la population, le premier adjoint demande l'autorisation pour continuer de louer le distributeur automatique de baguettes.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

13-2025

DONS ET LEGS : DONS ASSURANCE VIE DE PETER BOOTH

Considérant que ce don fait à la commune de Prunay-Cassereau par Monsieur Peter BOOTH aux charges, clauses et conditions énoncées dans le testament susmentionné, déposé le 14 octobre 2022.

Maître Thomas LEMOINE notaires Vallée du Loir à Montoire-sur-le-Loir, par lequel Monsieur Peter BOOTH, décédé à VENDOME le 14 août 2022, suite à son testament et ses codicilles déposés au rang des minutes de Me Eric PELLETIER, notaire à CHATEAU-RENAULT, le 14 octobre 2022. Il est rappelé que le legs porte sur 90/1.200e de l'ensemble de son patrimoine.

Dans le cadre de cette succession, la commune de PRUNAY-CASSEREAU a pris connaissance de l'intégralité des contrats d'assurance-vie souscrits par le défunt.

Considérant que le don dont il s'agit, et le souhait de Monsieur Peter BOOTH dans son testament aura pour but d'offrir des aides monétaires aux jeunes gens de moins de 18 ans de la commune pour poursuivre des études et apprentissages dans la musique, la danse, le théâtre et les beaux-arts.

Qu'il n'est grevé d'aucune charge excessive pour la commune, et que la délivrance en est assurée, Considérant que les héritiers n'ont formé aucune opposition à la délivrance du don durant le délai légal prévu à cet effet,

Le premier adjoint demande au conseil municipal d'accepter ce don fait à la commune de Prunay-Cassereau par Monsieur Peter BOOTH aux charges, clauses et conditions énoncées dans le testament susmentionné, déposé le 14 octobre 2022 pour la somme de 8.546,76 €.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

14-2025

FONCTION PUBLIQUE : PERSONNEL/ CONVENTION D'ADHÉSION A LA MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

L'article 25-2 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire prévoit que les Centres Départementaux de Gestion doivent assurer par convention, à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, une mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) prévue à l'article L213-11 du Code de justice administrative, pour les agents qui contestent une décision de l'autorité territoriale.

La procédure de Médiation Préalable Obligatoire (MPO)

Elle est applicable aux recours formés par les agents publics à l'encontre des décisions administratives suivantes et selon certaines conditions :

- 1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L712-1 du Code général de la fonction publique ;
- 2° Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 ;
- 3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé non rémunéré ;
- 4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- 5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- 6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L131-8 et L131-10 du Code général de la fonction publique ;
- 7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985.

Le médiateur organise la médiation (lieu, date et heure) dans des conditions favorisant un dialogue. Son rôle consiste à accompagner les parties dans la recherche d'un accord : il n'est ni juge ni partie.

A l'issue du processus de médiation, trois solutions sont possibles :

- un accord écrit est conclu par les parties,
- l'une ou l'autre des parties se désiste du processus de médiation : dans ce cas, le délai de recours contentieux recommence à courir,
- la fin d'office de la médiation est prononcée par le médiateur.

Lorsque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le juge peut être saisi d'un recours dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les conditions financières

La mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) conduite par le Centre Départemental de Gestion entre dans le cadre des dispositions prévues à l'article L452-30 du Code général de la fonction publique et à l'article 25-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

A ce titre, le coût de ce service est pris en charge par la collectivité ou l'établissement ayant saisi le médiateur :

- Tarif identique annuel sur l'ensemble du territoire régional
- 400 € par médiation pour les affiliés
- 500 € pour les non affiliés
- Si le temps passé est supérieur à une durée de + de 8 heures : coût supplémentaire de 50€/heure.

Pour permettre la mise en œuvre de cette mission préalable obligatoire (MPO) avec les collectivités et établissements publics de Loir-et-Cher, il est nécessaire de déterminer, par convention, les contours et la tarification de cette collaboration entre le Centre de Gestion de Loir-et-Cher et la collectivité ou établissement public demandeur. La convention prendra fin au plus tard le 31 décembre 2027.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

* * * *

4

Affaires diverses :

- **CIMETIERE** : projet à prévoir MEPA 5/10 tombes par an comme la voirie – sur le budget
- **GITE** : Date éventuelle d'ouverture septembre 2025 suite à la fin de travaux de ravalement. Il reste à prévoir l'inventaire de la vaisselle, des extérieurs à créer (terrasse...), la porte de la cave, et besoin d'une voire 3 personnes pour s'occuper de l'état des lieux d'entrée et de sortie du gîte.
- **VOIRIE** : prévoir broyage rue Blanche Fontaine, Rue de la Harpe et le Chesnay

Questions du public :

Néant

Séance levée à 20 h 15

A Prunay-Cassereau,
Le 17/07/2025
Par délégation, Le premier adjoint
M. Christian HABOLD